

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2880

[C — 2008/29367]

**9 MEI 2008.** — **Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles"** (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Enig artikel.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 9 mei 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van de Raad.* — Decreetsontwerp nr. 534-1. Verslag nr. 534-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 mei 2008.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2881

[C — 2008/29403]

**18 JUILLET 2008.** — **Décret portant diverses modifications au statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française** (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *De la fusion des fonctions de commis, commis-dactylographe et commis-sténodactylographe et des fonctions de messenger-huissier et surveillant*

*Section 1<sup>re</sup>.* — *Modifications au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, le 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> Fonctions de recrutement :

- a) Auxiliaire administratif;
- b) Commis;
- c) Rédacteur;
- d) Correspondant-comptable;
- e) Secrétaire-comptable ».

**Art. 2.** Dans l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les points 1. et 2. sont remplacés par ce qui suit :

« 1. Pour la fonction d'auxiliaire administratif : aucune condition de diplôme ou de certificat d'études

2. Pour la fonction de commis :

a) Diplôme ou certificat de fin d'études de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

b) Attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française; ou

c) Certificat équivalent délivré par un jury constitué par le Gouvernement. »

**Art. 3.** Dans le tableau repris à l'article 81 du même décret, les termes « messenger-huissier, surveillant » sont remplacés par les termes « auxiliaire administratif » et les termes « commis, commis-dactylographe, commis-sténodactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 4.** Dans l'article 336 du même décret, les termes « de commis, de commis-dactylographe ou de commis-sténodactylographe » sont remplacés par les termes « de commis ».

**Art. 5.** Il est inséré dans le même décret un nouvel article 344bis, rédigé comme suit :

« Article 344bis. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret, les services prestés, à quelque titre que ce soit, en qualité de messenger-huissier ou de surveillant avant le 1<sup>er</sup> septembre 2008 sont réputés avoir été prestés dans la fonction d'auxiliaire administratif.

Pour l'application du présent décret, les services prestés à quelque titre que ce soit en qualité de commis-sténodactylographe ou de commis-dactylographe avant le 1<sup>er</sup> septembre 2008 sont réputés avoir été prestés dans la fonction de commis.

§ 2. Dans l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables aux membres du personnel visés par le présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « Surveillant » ou « messenger huissier » : «auxiliaire administratif ».

2° « Commis-sténodactylographe » ou « commis-dactylographe » : « commis ».

§ 3. Les membres du personnel qui, à la date du 31 août 2008 sont désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif en qualité de commis-sténodactylographe ou de commis-dactylographe sont réputés, au 1<sup>er</sup> septembre 2008, être désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif dans la fonction de commis. »

#### Section II. — Dispositions modificatives corrélatives

**Art. 6.** Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, tel que modifié par le décret du 2 avril 1996, les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 7.** Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur de type long, tel que modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1982 et par le décret du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les termes « commis-dactylographe » et « commis-sténodactylographe » sont remplacés par le terme « commis »;

2° Les termes « messenger-huissier » sont remplacés par les termes « auxiliaire administratif ».

**Art. 8.** Dans l'article 4 du même arrêté royal, les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 9.** Dans l'article 5 du même arrêté royal, les termes « commis-dactylographe » et « commis-sténodactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 10.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court, tel que modifié par le décret du 29 juillet 1992, les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 11.** Dans la rubrique A de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif du 20 mars 1984 fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des Conservatoires royaux de musique de Bruxelles (secteur français), Liège et Mons, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

2° Le terme « surveillant » est remplacé par le terme « auxiliaire administratif ».

**Art. 12.** Dans la rubrique I de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif du 14 juillet 1987 fixant le cadre du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service à l'Ecole supérieure des arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons (E.S.A.P.V.E.), les termes « commis-sténodactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 13.** Dans l'article 112 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

**Art. 14.** Dans l'article 116, § 2, 1°, du même décret, les termes « commis-dactylographe » sont remplacés par le terme « commis ».

#### CHAPITRE II. — De la fusion des anciennetés acquises par certains membres du personnel ouvrier

**Art. 15.** Dans l'article 196, § 2, du décret du 12 mai 2004 précité, il est inséré un 5e alinéa disposant ce qui suit :

« Pour l'application du présent paragraphe, sont également pris en compte pour le calcul de l'ancienneté de fonction l'ensemble des services prestés par les membres du personnel ouvrier dans la ou les fonctions donnant droit à une échelle barémique identique à celle afférente à la fonction considérée. »

#### CHAPITRE III. — Des congés

**Art. 16.** Dans l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les termes « Les jours de congé » sont remplacés par les termes « Sauf pour l'application de l'article 12, les jours de congé ».

**Art. 17.** L'article 13 du même arrêté royal est complété par l'alinéa suivant :

« Les jours d'absence couverts comme tels par une indemnité versée par un tiers à la Communauté française ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent chapitre. »

**Art. 18.** Dans l'article 25 du même arrêté royal, les termes « Pendant son absence, il ne peut exercer aucune occupation lucrative » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Des établissements d'enseignement secondaire en discrimination positive*

**Art. 19.** L'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 précité, tel que modifié par le décret du 2 avril 1996, est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

CHAPITRE V. — *De la nomination des opérateurs-techniciens*

**Art. 20.** L'article 344 du décret du 12 mai 2004 précité est complété par un § 5 disposant ce qui suit :

« § 5. Au 1<sup>er</sup> septembre 2008, le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif de membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire dans la fonction d'opérateur-technicien, à concurrence d'un nombre défini comme suit :

1° Au sein des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire ordinaire et spécial et les homes d'accueil : 5 opérateurs-techniciens;

2° Au sein des établissements d'enseignement de promotion sociale : 1 opérateur-technicien;

3° Au sein des Hautes Ecoles : 5 opérateurs-techniciens;

4° Au sein des Ecoles Supérieures des Arts : 2 opérateurs-techniciens;

5° Au sein des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux : 5 opérateurs-techniciens.

Il est procédé à la nomination à titre définitif en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les mêmes modalités que celles visées aux articles 195, 196 § 1<sup>er</sup>, et 197.

Est nommé à titre définitif par priorité le membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire dans la fonction d'opérateur-technicien qui, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, compte, pour la fonction considérée, l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et remplit les conditions requises.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée à l'opérateur-technicien qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. En cas d'égalité d'anciennetés de fonction et de service, la priorité est accordée à l'opérateur-technicien le plus âgé.

La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à la nomination à titre définitif d'un opérateur-technicien conformément au présent paragraphe est diminuée d'un montant de 20.573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 précité. Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de la nomination à titre définitif. ».

**Art. 21.** Dans l'article 347 du décret du 12 mai 2004 précité, les termes « et 343 » sont remplacés par les termes « , 343 et 344 ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

**Art. 22.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> est également applicable aux membres du personnel stagiaires soumis au décret visé au 6°. ».

**Art. 23.** A l'article 49 du décret du 12 mai 2004 précité, le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles et les congés prévus aux articles 4, 4bis, 5 et 6 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement aux chapitres IIbis et chapitre X du même arrêté royal. »

**Art. 24.** A l'article 199 du même décret, le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles et les congés prévus aux articles 4, 4bis, 5 et 6 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement aux chapitres IIbis et chapitre X du même arrêté royal. »

**Art. 25.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 571-1. — Rapport, n° 571-2.

*Comptes-rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 14 juillet 2008. — Adoption. Séance du 17 juillet 2008.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2881

[C — 2008/29403]

**18 JULI 2008.** — **Decreet houdende verschillende wijzigingen van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *De fusie van de ambten van klerk, klerk-typist, klerk-stenotypist en de ambten van bode-kamerbewaarder en studiemeester*

*Afdeling I.* — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

**Artikel 1.** In artikel 17, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° Wervingsambten :

- a) Administratief medewerker;
- b) Klerk;
- c) Opsteller;
- d) Correspondent-boekhouder;
- e) Secretaris-boekhouder ».

**Art. 2.** In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de punten 1. en 2. vervangen als volgt :

« 1. Voor het ambt van administratief medewerker : geen voorwaarde voor een diploma of getuigschrift.

2. Voor het ambt van klerk :

- a) eindexamen of -getuigschrift voor technische studies van het lager secundair onderwijs, opgericht, gesubsidieerd en erkend door de Franse Gemeenschap; of
- b) getuigschrift van een derde jaar van het secundair onderwijs uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- c) gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een examencommissie samengesteld door de Regering. »

**Art. 3.** In de tabel opgenomen in artikel 81 van hetzelfde decreet, worden de woorden « bode-kamerbewaarder, studiemeester » vervangen door de woorden « administratief medewerker » en worden de woorden « klerk, klerk-typist, klerk-stenotypist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 4.** In artikel 336 van hetzelfde decreet worden de woorden « van klerk, klerk-typist of klerk-stenotypist » vervangen door de woorden « van klerk ».

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 344*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 344*bis*. § 1. Voor de toepassing van dit decreet worden de diensten verricht, ongeacht het verband, in de hoedanigheid van bode-kamerbewaarder of studiemeester, vóór 1 september 2008, geacht verricht te zijn in het ambt van administratief medewerker.

Voor de toepassing van dit decreet worden de diensten verricht, ongeacht het verband, in de hoedanigheid van klerk-stenotypist of klerk-typist, vóór 1 september 2008, geacht verricht te zijn in het ambt van klerk.

§ 2. In de algemene wetgevende en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in dit decreet moet worden verstaan onder :

1° « studiemeester » of « bode-kamerbewaarder » : « administratief medewerker ».

2° « klerk-stenotypist » of « klerk-typist » : « klerk ».

§ 3. De personeelsleden die op de datum van 31 augustus 2008 tijdelijk worden aangesteld, tot de stage worden toegelaten of vast benoemd worden in de hoedanigheid van bode-kamerbewaarder of studiemeester, worden geacht op 1 september 2008 tijdelijk aangesteld te zijn, tot de stage te worden toegelaten of vast benoemd te zijn in het ambt van administratief medewerker.

De personeelsleden die op de datum van 31 augustus 2008 tijdelijk aangesteld worden, tot de stagen worden toegelaten of vast benoemd worden in de hoedanigheid van klerk-stenotypist of klerk-typist, worden geacht op 1 september 2008 tijdelijk aangesteld te zijn, tot de stage te worden toegelaten of vast benoemd te zijn in het ambt van klerk. »

#### *Afdeling II. — Correlatieve wijzigingsbepalingen*

**Art. 6.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 houdende de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, worden de woorden « klerk-typist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 7.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1982 en bij het decreet van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « klerk-typist » en « klerk-stenotypist » worden vervangen door het woord « klerk »;

2° de woorden « bode-kamerbewaarder » worden vervangen door de woorden « administratief medewerker ».

**Art. 8.** In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « klerk-typist » en « klerk-stenotypist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 9.** In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « klerk-typist » en « klerk-stenotypist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 10.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het hulpopvoedend personeel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 juli 1992, worden de woorden « klerk-typist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 11.** In de rubriek A van artikel 1 van het besluit van de Executieve van 20 maart 1984 tot vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de Koninklijke Muziekconservatoria te Brussel (franstalige afdeling), Luik en Bergen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « klerk-typist » worden vervangen door het woord « klerk »;

2° het woord « studiemeester » wordt vervangen door het woord « administratief medewerker ».

**Art. 12.** In de rubriek I van artikel 1 van het besluit van de Executieve van 14 juli 1987 tot vaststelling van de formatie van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de " Ecole superieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat (E.S.A.P.V.E.) ", te Bergen, worden de woorden « klerk-stenotypist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 13.** In artikel 112 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden « klerk-typist » vervangen door het woord « klerk ».

**Art. 14.** In artikel 116, § 2, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden « klerk-typist » vervangen door het woord « klerk ».

#### *HOOFDSTUK II. — De fusie van de anciënniteit verworven door bepaalde leden van het werklidpersoneel*

**Art. 15.** In artikel 196, § 2 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van deze paragraaf worden ook in aanmerking genomen voor de berekening van de ambtsanciënniteit het geheel van de diensten gepresteerd door de leden van het werklidpersoneel in het of de ambt(en) dat/die recht geeft(ven) op een weddeschaal die gelijk is aan deze betreffende het betrokken ambt.

#### *HOOFDSTUK III. — Verlofdagen*

**Art. 16.** In artikel 10, tweede lid van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden « de verlofdagen » vervangen door de woorden « Behalve voor de toepassing van artikel 12 komen de in deze drie gevallen toegestane verlofdagen ».

**Art. 17.** Artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt :

« De dagen afwezigheid die zodanig gedekt worden door een vergoeding gestort door een derde aan de Franse Gemeenschap, worden niet in aanmerking genomen om het aantal verlofdagen vast te stellen wegens ziekte of gebrekkigheid waarvan het personeelslid geniet overeenkomstig dit hoofdstuk. »



**Art. 18.** In artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « Tijdens zijn afwezigheid mag hij geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen » geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Inrichtingen van het secundair onderwijs voor positieve discriminatie.*

**Art. 19.** Artikel 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 15 april 1977, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« De aldus opgerichte betrekkingen kunnen aanleiding geven tot een vastbenoeming of een aanwerving in vast verband. ».

HOOFDSTUK V. — *Benoeming van operatoren-technici*

**Art. 20.** Artikel 344 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Op 1 september 2008 gaat de Regering over tot de vaste benoeming van de leden van het werkliedenpersoneel, tijdelijk aangesteld in het ambt van operator-technicus, in overeenstemming met een aantal vastgesteld als volgt :

1° binnen de inrichtingen van het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager-, basis- en secundair onderwijs en de onthaalhuizen : 5 operatoren-technici;

2° binnen de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie : 1 operator-technicus;

3° binnen de hogescholen : 5 operatoren-technici;

4° binnen de Hogere Kunstscholen : 2 operatoren-technici;

5° binnen de recreatie - en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding van de Franse Gemeenschap, het technisch en pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en Gemboux : 5 operatoren-technici.

Er wordt overgegaan tot de vaste benoeming met toepassing van het eerste lid volgens dezelfde nadere regels als deze bedoeld in de artikelen 195, 196, § 1 en 197.

Wordt bij voorrang vast benoemd het lid van het werkliedenpersoneel dat tijdelijk wordt aangesteld in het ambt van operator-technicus dat, op de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf, voor het bedoelde ambt, de grootste ambtsanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de vereiste voorwaarden vervult.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, krijgt de operator-technicus voorrang die op voornoemde datum de grootste dienstanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Bij gelijke ambts- en dienstanciënniteit krijgt de oudste operator-technicus voorrang.

De dotatie die, krachtens de bepalingen van voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting waarin een operator-technicus in vast verband werd benoemd overeenkomstig deze paragraaf, wordt verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index bepaald door het bovenvermelde koninklijk besluit van 24 december 1993. Deze vermindering wordt uitgevoerd in verhouding tot het saldo van het bedoelde kalenderjaar dat berekend wordt op de datum van de vaste benoeming. ».

**Art. 21.** In artikel 347 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004, worden de woorden « en 343 » vervangen door de woorden « , 343 en 344 ».

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

**Art. 22.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid is ook van toepassing op de stagedoende personeelsleden die aan het decreet bedoeld in 6° onderworpen zijn. ».

**Art. 23.** In artikel 49 van het bovenvermelde decreet van 12 mei 2004 wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. Voor de berekening van de duur van de afgelegde stage, wordt alleen rekening gehouden met de werkelijke diensten gepresteerd tijdens de duur van de stage, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie en de verlofdagen bedoeld in de artikelen 4, 4bis, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 8 december 1967, alsook van de verlofdagen met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij en de zwangerschapsverlofdagen respectievelijk bedoeld in hoofdstuk IIbis en hoofdstuk X van hetzelfde koninklijk besluit. ».

**Art. 24.** In artikel 199 van hetzelfde decreet wordt § 2 vervangen als volgt :

« § 2. Voor de berekening van de duur van de afgelegde stage, wordt alleen rekening gehouden met de werkelijke diensten gepresteerd tijdens de duur van de stage, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie en de verlofdagen bedoeld in de artikelen 4, 4bis, 5 en 6 van het koninklijk besluit van 8 december 1967, alsook van de verlofdagen met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij en de zwangerschapsverlofdagen respectievelijk bedoeld in hoofdstuk IIbis en hoofdstuk X van hetzelfde koninklijk besluit. ».

**Art. 25.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 juli 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 571-1. — Verslag, nr. 571-2.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. — Vergadering van 14 juli 2008. — Aanneming. Vergadering van 17 juli 2008.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2882

[C — 2008/29404]

**18 JUILLET 2008.** — Décret modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, l'article 124 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 124. Dans l'enseignement subventionné, si la direction d'une école au sens de l'article 2 du présent décret n'est pas assurée par un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-traitement, la procédure prévue à l'article 24, § 2<sup>ter</sup> de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est entamée, avec perte, le cas échéant, du bénéfice de 20 % des subventions accordées conformément au § 2 du même article ».

**Art. 2.** Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, un article 140<sup>bis</sup> libellé comme suit est inséré :

« Article 140<sup>bis</sup>. L'article 124 du présent décret ne trouve pas à s'appliquer à l'école dont la direction est assurée, depuis au moins 6 années à la date d'entrée en vigueur du présent décret, par une personne qui n'est ni subsidiée ni rémunérée par une subvention-traitement. »

**Art. 3.** Dans l'article 140, § 3 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le terme « 2008 » est remplacé par le terme « 2009 ».

**Art. 4.** Dans le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1 et 2 de l'article 24 sont remplacés par les trois alinéas suivants :

Sur proposition de la Commission permanente, le Gouvernement peut agréer les opérateurs de formation suivants :

1. l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique;
2. l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement;
3. les Universités;
4. les Hautes Ecoles;
5. les établissements d'enseignement de promotion sociale;

Les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, points 3 à 5, sont certifiées par lesdits opérateurs de formation.

Pour les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, points 1 et 2, les épreuves sont certifiées par des jurys dont le Gouvernement arrête la composition et détermine les modalités de fonctionnement.

2° les alinéas 3 à 7 de l'article 24 deviennent les alinéas 4 à 8;

3° un neuvième alinéa nouveau est ajouté à l'article 24, libellé comme suit :

Les membres du personnel qui obtiennent les attestations de réussite relatives aux trois ou deux épreuves des sessions respectivement visées aux articles 19, 20, et 21 sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction considérée.